



Rhône-Alpes, Loire
Saint-Étienne
place Jean-Dasté

Société Stéphanoise de Constructions Mécaniques (S.S.C.M.) actuellement théâtre de la Comédie

Références du dossier

Numéro de dossier : IA42001272
Date de l'enquête initiale : 2018
Date(s) de rédaction : 2018
Cadre de l'étude : enquête thématique régionale Patrimoine industriel
Degré d'étude : repéré

Désignation

Dénomination : usine de construction mécanique

Compléments de localisation

Milieu d'implantation : en ville
Références cadastrales : 1996

Historique

La S.S.C.M. implanté à Saint Etienne vers 1912, a été un constructeur important de matériels liés à l'extraction et à la manutention de la houille. Elle est mise en liquidation judiciaire par le tribunal de Commerce de Saint-Etienne en 2004. L'entreprise qui a employé jusqu'à 600 salariés dans les années 1970 produisait des matériels de manutention continue de produits en vrac (convoyeurs à bande convoyeurs à raclette), des concasseurs, des extracteurs et autres équipements miniers pour des clients comme Bouygues, Lafarge ou Charbonnages de France. Ses bâtiments vont être reconvertis pour accueillir le centre dramatique national de Saint-Étienne (la Comédie) qui va quitter le quartier de Tarentaize pour s'installer dans le nouveau quartier créatif de la plaine Achille, à côté de la Cité du Design. Ce bâtiment du début du XXe siècle va être complété par une construction neuve, dédiée une salle de spectacle de 700 places avec une hauteur de plafond de 25 mètres. Les architectes du Studio Milou Architecture (Maria Campos architecte du patrimoine) ont pris soin de respecter le bâtiment existant en laissant notamment apparaître de la brique, le béton de mâchefer ou encore une charpente métallique (Lamaizière à vérifier).

Ce projet reprend également la forme traditionnelle des nefs de l'usine existante. L'unité chromatique participe à l'unité du lieu et à la constitution d'une identité visuelle. Les ponts roulants extérieurs, démontés, restaurés et remontés, marquent les entrées et servent de support à la signalétique évolutive de la Comédie.

La nouvelle Comédie sera plus grande que le site actuel, 8 000 m² avec une plate-forme de livraison. Sont prévus également une salle de répétition pour les élèves, des salles de cours, un restaurant, ou encore un jardin intérieur. Le coût total de ce chantier est de 30 millions d'euros dont 8, 3 financés par la Ville de Saint-Étienne. Parallèlement l'ancienne Comédie devra être réhabilitée.

Ce projet s'inscrit au cœur du projet urbain « Manufacture - Plaine Achille » conçu par Alexandre Chemetoff. Le quartier, en pleine mutation, accueille déjà la Cité du Design et de nombreux équipements culturels. En 2017, le Centre Dramatique National, la Comédie de Saint-Étienne s'est installé dans l'ancienne usine de la SSCM. La Comédie de Saint-Étienne est un théâtre fondé à Saint-Étienne en 1947, sous l'impulsion de Jeanne Laurent et Jean Dasté, il est devenu l'un des tout premiers Centres dramatiques nationaux de France.

[1] Queruel M., Revue Usine nouvelle,
2005 : <https://www.usinenouvelle.com/article/la-stephanoise-de-construction-mecanique-disparait.N10195>

Période(s) principale(s) : , 1er quart 20e siècle, 1er quart 21e siècle
Dates : 1912 (daté par source), 2017 (daté par source)

Auteur(s) de l'oeuvre : Studio Milou Architecture (agence d'architecture), Alexandre Chemetoff (architecte urbaniste), Maria Campos (architecte)

Description

Le site actuel, est de 8 000 m² avec une plate-forme de livraison. Il se compose d'une série de grandes nefs. Dans le projet sont prévus une salle de répétition pour les élèves, des salles de cours, un restaurant, ou encore un jardin intérieur.

Éléments descriptifs

Matériau(x) du gros-oeuvre, mise en oeuvre et revêtement : brique ; acier

Type(s) de couverture :

Statut, intérêt et protection

Intérêt de l'oeuvre : à signaler

Protections : ,

Statut de la propriété : propriété publique

Références documentaires

Bibliographie

- **Gay Georges, La Ville industrielle, de l'exception à la banalisation, 1996**
Gay Georges , La Ville industrielle, de l'exception à la banalisation : la fin des grandes usines métallurgiques de l'Ondaine et de Saint-Chamond, 1996, p. 197
p. 197
- **Commère René, Mémoires d'acier en Ondaine, 2000**
Commère René, Mémoires d'acier en Ondaine, Histoire d'un site métallurgique en région stéphanoise, 2000, p. 125
p. 125
AP
- **Peyre, Philippe. Couriot l'album, Patrimoines du Bassin de la Loire. Saint-Étienne**
Peyre, Philippe. **Couriot l'album, Patrimoines du Bassin de la Loire.** Saint-Étienne : Musée de la Mine, 2002

Annexe 1

André Vant

André Vant s'interroge sur la question de Saint-Etienne ville rouge ? N'a-t-elle jamais été une ville ouvrière ? Le syndicalisme révolutionnaire n'a-t-il pas été un épisode éphémère dans une société locale de tradition et de mentalité artisanale et rurale ? La ville se reconnaît dans sa campagne et réciproquement.

Annexe 2

Histoire industrielle de la Loire

Après la Seconde Guerre Mondiale, la Compagnie des Ateliers et Forges de la Loire est créée par l'État: les établissements sidérurgiques du Marais à Saint-Étienne, de Firminy et d'Unieux, de Saint-Chamond et de L'Horme sont fusionnés dans ce grand groupe sidérurgique ligérien en 1953.

Malgré la création de Creusot-Loire en 1970 avec le rassemblement de la CAFL et des établissements sidérurgique et métallurgique du Creusot (Georges Gay, La Ville industrielle, de l'exception à la banalisation : la fin des grandes usines métallurgiques de l'Ondaine et de Saint-Chamond, 1996, p. 197), la sidérurgie et la métallurgie ligérienne commença à être sérieusement en difficulté. Le groupe fort de 28 usines et employant 42 000 employés à sa création ne se relèvera jamais et malgré des licenciements chroniques il est dissout en 1984, ses usines partagées entre Usinor (qui deviendra Arcelor) et Framatome avec une restructuration lourde. En 1973 le site de L'Horme est cédé pour créer Mavilor. Le site

de Firminy-Unieux passe de 6252 employés en 1960 à 3081 employés en 1980 (René Commère, Mémoires d'acier en Ondaine, Histoire d'un site métallurgique en région stéphanoise, 2000, p. 125). Il est partagé en 1985 essentiellement dans les différentes filières d'Usinor, qui ne fera que réduire peu à peu les effectifs ainsi que dans Clextal et Rockwell, avec un total de 2300 à 2400 employés (René Commère, Mémoires d'acier en Ondaine, Histoire d'un site métallurgique en région stéphanoise, 2000, p. 127).

Annexe 3

Ville industrielle, sources AC Saint-Etienne

A partir des années 1950, Saint-Étienne se voit confrontée à une double difficulté : un parc immobilier particulièrement médiocre (20 % de taudis, 56 % de logements médiocres) et une forte croissance démographique accompagnée d'un afflux d'une main d'oeuvre issue d'Afrique du Nord. Ainsi, de nombreux grands ensembles sont construits dans les quartiers périphériques à partir des années 1950 (Beaulieu, Marandinière, La Métare, etc.). Saint-Étienne atteint alors son apogée démographique : 220 000 habitants en 1968. Le territoire s'agrandit en 1973 avec l'absorption des communes de Saint-Victor et Terrenoire et l'association avec Rochetaillée.

Les Trente Glorieuses et la société de consommation bénéficient encore à Saint-Étienne, Manufrance en constitue le meilleur exemple. Les conflits coloniaux entretiennent la production d'armes.

A partir des années 1960, Saint-Étienne n'échappe pas à la crise : concentration des entreprises, concurrence du pétrole et du gaz au détriment du charbon, concurrence de l'Asie dans le textile. Le puits Couriot ferme en 1973, Creusot-Loire en 1985, et tout un symbole : Manufrance en 1980. Pourtant, les industries mécaniques subsistent.

La création d'une université, le développement de grandes écoles, l'installation d'une maison de la culture, de la Comédie de Saint-Étienne, dans les années 1960, effacent progressivement l'image traditionnelle de la cité-usine. La ville connaît alors une stabilité politique, plutôt au centre avec les maires de Fraissinette et Durafour.

A partir des années 1970, vient le temps de la désindustrialisation et des reconversions. La friche de Manufrance, la plus grande d'Europe, est reconvertie dans les années 1990 et abrite le Centre des congrès, la Chambre de commerce et d'industrie, une partie de l'École des mines, etc. Deux exemples emblématiques : le musée de la Mine s'installe au Puits Couriot en 1982 ainsi que la création du Musée d'art Moderne inauguré en 1987 et financé en partie par le groupe Casino et dont l'architecte est Olivier Guichard.

La ville, marquée par une tradition industrielle très forte, doit aujourd'hui vivre une mutation économique en profitant d'un environnement technologique favorable avec des leaders mondiaux (industrie de pointe dans l'optique, textile de haute technologie) et des établissements d'enseignement supérieur (École Telecom, École des Mines). La ville, héritière d'une tradition de savoir-faire et du second tissu de PME/PMI de France, compte également sur le design. Elle est ainsi devenue la seule française "Ville creative design Unesco".

Sources : AC Saint-Etienne 1950 à nos jours : modernisation, crise et reconversions

<https://archives.saint-etienne.fr/article.php?laref=747&titre=1950-a-nos-jours-modernisation-crise-et-reconversions>

Annexe 4

Historique développé

Le capital de la SSCM est de 650 000 francs. Sa première assemblée constituante se déroule à l'hôtel des ingénieurs, rue du Grand Moulin. Le bureau est composé de Claude Dérobert (président) Benoit Clair et Claude Faure (scrutateurs), Auguste Dessemmond (secrétaire) et Maître Fougerolle (notaire). Le 8 Juin 1912 a lieu une deuxième assemblée générale constitutive qui nomme comme administrateurs Benoit Clair, Claude Dérobert, ingénieur, Léon Lamaizière, architecte, Claudius Matheron, ingénieur, et Paul Michalowski, ingénieur qui sera remplacé à son décès par Henry Villiers, ingénieur (1915).

En 1975, 575 salariés travaillaient sur le site de la Plaine Achille, 100 dans une filiale de machines à câbler à Villeurbanne (Brondel), 330 dans une filiale en Lorraine (la Société Lorraine de Matériel Minier), pour assurer la maintenance des matériels utilisés pour l'exploitation des mines de Lorraine, et 50 salariés dans sa filiale agricole, à Saint-Marcellin-en-Forez (la SSMA)

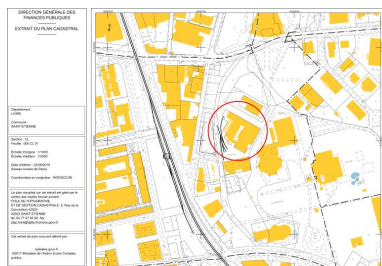
Cette prospérité a toutefois été remise en cause à partir de 1975 avec le 1er choc pétrolier, suivi de certains déboires en Afrique du Nord. Ces déboires ont malheureusement coïncidé avec le passage du stade de moyenne entreprise au stade de grande entreprise, à l'initiative de la direction de l'époque. Une croissance trop rapide des effectifs allait engendrer des coûts de structure importants et alourdir les coûts de production au moment où les débouchés devenaient plus difficiles. Le moment était en effet mal choisi en pleine crise mondiale : nos clients traditionnels sur qui l'entreprise comptait ont moins investi et nos exportations ont beaucoup souffert.

Depuis cette période du milieu des années 1970, la Stéphanoise n'a cessé de s'affaiblir d'année en année avec plusieurs dépôts de bilan, des grèves avec occupation d'usine et de fortes tensions syndicales. En 1987 était lancée la fabrication d'un 4x4 forestier (Chapuis) destiné au débroussaillage des forêts, arrêté en 1995 par manque de rentabilité. Cette même

année, la Stéphanoise déposait le bilan ; l'entreprise fût reprise avec un montage innovant : un actionnaire principal avec 20 % du capital, 80 % étant détenus par les salariés et un effectif global de 43 compagnons. L'idée était qu'une entreprise doit appartenir d'abord à ceux qui y travaillent. Ce fut une belle aventure, avec une forte motivation des salariés et des résultats rapidement positifs ; les bénéfices étant au rendez-vous, l'effectif est rapidement passé à 63 salariés.

Avec le temps toutefois, la motivation salariale s'estompant dans de nouvelles périodes de crise économique, de nouvelles difficultés sont apparues. Les surmonter aurait supposé que les salariés s'approprient vraiment leur entreprise. Etre salarié et en même temps actionnaire demande une véritable culture d'entreprise. L'aggravation de la situation à conduit en 2003 à vendre l'entreprise à une société d'ingénierie parisienne, laquelle a fini par fermer la Stéphanoise début 2005. La mécanique, les bureaux et la fonderie ont été rasés et sont devenus une partie du parking du Zénith.

Illustrations



Plan cadastral
Dess. André Céréza
IVR84_20194200178NUDA



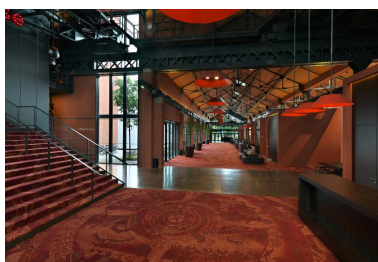
Vue d'ensemble du site
Phot. Thierry Leroy
IVR84_20184200068NUCAQ



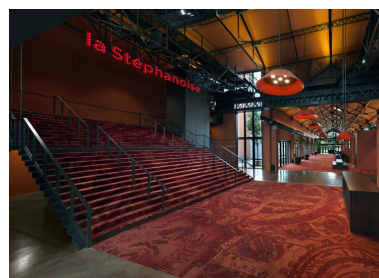
Détail des halles extérieures
Phot. Thierry Leroy
IVR84_20184200073NUCAQ



Vue d'ensemble extérieur nuit
Phot. Thierry Leroy
IVR84_20184200093NUCAQ



Vue intérieur du grand hall d'entrée
Phot. Thierry Leroy
IVR84_20184200036NUCAQ



Détail du grand hall d'entrée
Phot. Thierry Leroy
IVR84_20184200009NUCAQ



Vue intérieure de la salle de spectacle
Phot. Thierry Leroy
IVR84_20184200001NUCAQ

Dossiers liés

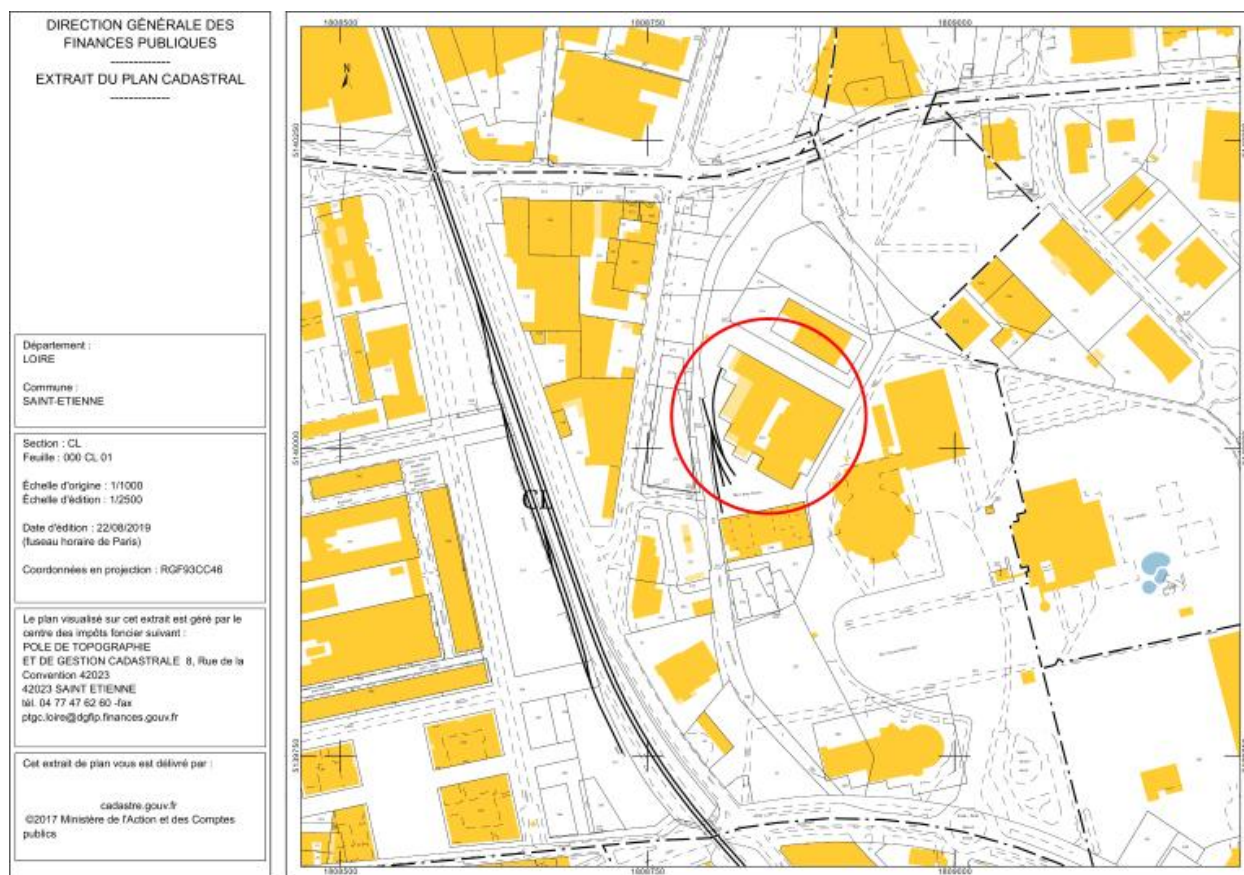
Oeuvre(s) contenue(s) :

Oeuvre(s) en rapport :

Présentation de l'étude du patrimoine Industriel de la région Auvergne-Rhône-Alpes (IA00141269) Auvergne-Rhône-Alpes

Auteur(s) du dossier : Nadine Halitim-Dubois

Copyright(s) : © Région Auvergne-Rhône-Alpes, Inventaire général du patrimoine culturel



Plan cadastral

IVR84_20194200178NUDA

Auteur de l'illustration : André Céréza

© Région Auvergne-Rhône-Alpes, Inventaire général du patrimoine culturel
reproduction soumise à autorisation du titulaire des droits d'exploitation



Vue d'ensemble du site

IVR84_20184200068NUCAQ

Auteur de l'illustration : Thierry Leroy

© Région Rhône-Alpes, Inventaire général du patrimoine culturel
reproduction soumise à autorisation du titulaire des droits d'exploitation



Détail des halles extérieures

IVR84_20184200073NUCAQ

Auteur de l'illustration : Thierry Leroy

© Région Rhône-Alpes, Inventaire général du patrimoine culturel
reproduction soumise à autorisation du titulaire des droits d'exploitation

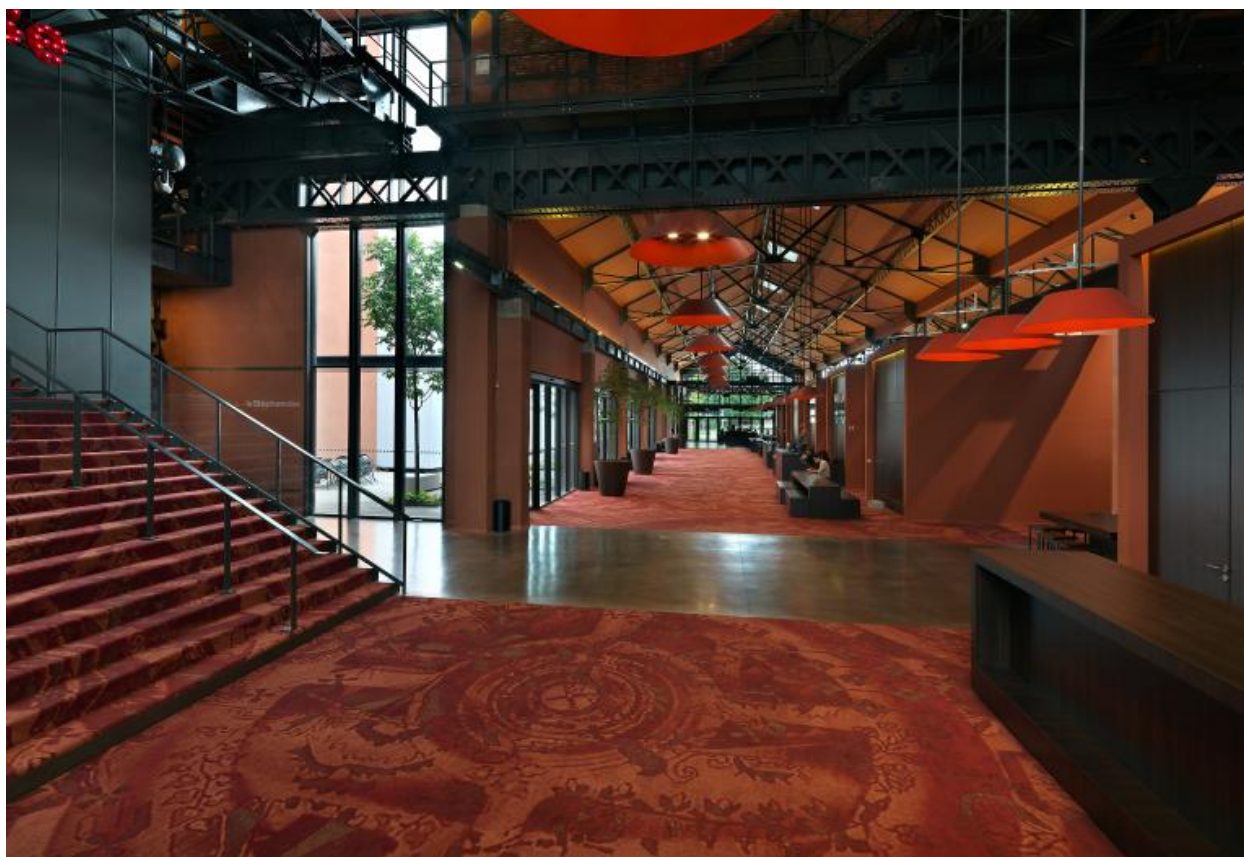


Vue d'ensemble extérieur nuit

IVR84_20184200093NUCAQ

Auteur de l'illustration : Thierry Leroy

© Région Auvergne-Rhône-Alpes, Inventaire général du patrimoine culturel
reproduction soumise à autorisation du titulaire des droits d'exploitation



Vue intérieur du grand hall d'entrée

IVR84_20184200036NUCAQ

Auteur de l'illustration : Thierry Leroy

© Région Auvergne-Rhône-Alpes, Inventaire général du patrimoine culturel
reproduction soumise à autorisation du titulaire des droits d'exploitation



Détail du grand hall d'entrée

IVR84_20184200009NUCAQ

Auteur de l'illustration : Thierry Leroy

© Région Auvergne-Rhône-Alpes, Inventaire général du patrimoine culturel
reproduction soumise à autorisation du titulaire des droits d'exploitation



Vue intérieure de la salle de spectacle

IVR84_20184200001NUCAQ

Auteur de l'illustration : Thierry Leroy

© Région Auvergne-Rhône-Alpes, Inventaire général du patrimoine culturel
reproduction soumise à autorisation du titulaire des droits d'exploitation